

ainsi l'effet multiplicateur. Des taux d'intérêt plus élevés etc. réduiront aussi l'effet multiplicateur.

(34) Si nous augmentons les dépenses gouvernementales, nous devons nous rappeler que nous partons d'un déficit de 30 milliards de dollars; les frais de service de cette dette représentent une portion considérable du budget annuel. Les marchés financiers s'attendent à ce que le gouvernement réduise ce déficit; à la seule idée que le gouvernement ne le fera peut-être pas, le dollar canadien baisse.

(35) Un plan d'utiliser les dépenses fiscales et d'accroître temporairement le déficit avant de réduire les transferts, par l'assurance-chômage ou le bien-être social, influencerait sur les marchés d'échange étrangers. Les hausses des taux d'intérêt seraient telles que le multiplicateur n'aurait pratiquement plus d'effet.

(36) Le gouvernement ne peut vraiment, à cause du déficit, poursuivre une politique fiscale expansionniste.

(37) Tout ce qui ne vise pas à réduire le déficit perturbera les marchés. On ne peut accroître l'emploi parce que les taux d'intérêt sont élevés, en raison de la chute du dollar.

(38) Le problème du plein emploi au Canada a été causé par les taux d'intérêt mondiaux.

(39) Si le gouvernement utilise ces 17 000 \$ pour créer des emplois au lieu de réduire le déficit, le compte d'investissement du taux d'intérêt pourrait avoir à compenser le compte des dépenses gouvernementales.

(40) La véritable façon de réaliser le plein-emploi est d'abaisser les taux d'intérêt, ce qui n'est pas de notre ressort.

(41) En raison du déclin du dollar canadien, nous devons hausser les taux d'intérêt pour que notre dollar puisse continuer de faire bonne figure sur les autres marchés monétaires.

(42) Compte tenu de notre déficit actuel, il est difficile pour le gouvernement de créer plus d'emplois au Canada en dépensant plus d'argent.

(43) Nous avons eu des déficits plus élevés à une époque de croissance extraordinaire; nous avons eu une dette plus élevée, exprimée en pourcentage du PNB, immédiatement après la guerre.

(44) La dette nationale est plus élevée que par le

passé. Pourtant, le revenu disponible réel a augmenté. En 1939, elle était 3½ fois moins élevée qu'aujourd'hui et pourtant, notre situation est meilleure (22 p. 100 des jeunes fréquentent l'université, et ainsi de suite).

(45) Notre dette fédérale est constituée à quatre-vingt-dix-sept pour cent d'obligations d'épargne du Canada, achetées par les Canadiens: le gouvernement prélève ses impôts de ceux-là mêmes auxquels il verse des intérêts.

(46) Il faut considérer le système dans son ensemble et non pas seulement l'un de ses éléments.

(47) Qu'importe que tous les acheteurs d'obligations d'épargne du Canada soient des Canadiens. S'ils achètent ces obligations au lieu d'obligations provinciales, les provinces doivent alors s'adresser pour emprunter au marché des capitaux de New York; cela revient au même que si le gouvernement fédéral empruntait des États-Unis.

(48) Lorsqu'il se produit un changement dans les besoins de trésorerie du gouvernement, il faut considérer les mouvements de capitaux nets. D'autres nécessités forcent le Canada à s'adresser au marché new-yorkais. Si nous empruntons à des fins non productives, le coût de l'intérêt appauvrira les générations à venir.

(49) Si nous sommes plus riches maintenant, malgré l'augmentation de la dette, c'est qu'un certain nombre de choses se sont produites (comme le progrès technologique) qui augmentent notre niveau de vie et notre croissance.

(50) L'augmentation des dépenses et déficits du gouvernement a entraîné des pertes d'emplois, minant nos futurs stocks de capitaux, parce que nous empruntons plus à l'étranger ou parce que les taux d'intérêt montent, ce qui signifie que moins d'investissements sont faits au Canada. Ces effets sont plus prononcés encore si on commence tout d'abord avec un déficit important.

(51) De 1981 à 1984, les revenus fiscaux du gouvernement ont diminué et les paiements de transfert ont augmenté, à cause des répercussions sur le Canada des politiques monétaires plus serrées qui ont sévi de 1979 à 1981, surtout aux États-Unis. Les politiques fiscales utilisées pour essayer de maintenir l'activité et le revenu, qui étaient tranchés par les politiques monétaires restrictives, ont semblé très molles, du point de vue des mesures déficitaires.